



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

DREAL des Pays de la Loire
Unité départementale de la Vendée
Site préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 26 Mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CAVAC

12 boulevard Réaumur
BP 27
85001 La Roche-Sur-Yon

Références : DENV.2026.144
Code AIOT : 0006301370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement CAVAC implanté Bel Air 85480 Fougeré. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'incendie survenu le jour même sur la ligne d'extrusion située en amont de l'usine de fabrication d'aliments pour animaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVAC
- Bel Air 85480 Fougeré
- Code AIOT : 0006301370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CAVAC situé à Fougeré comporte plusieurs installations classées (entreposage de produits phytosanitaires, silos de stockage de céréales, usines de fabrication d'aliments pour animaux). Cet établissement est classé "Seveso" seuil bas, c'est-à-dire qu'il comporte une ou plusieurs installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Il comporte également des installations (usines de fabrication d'aliments pour animaux) mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (installations dites "IED").

La présente visite a concerné la ligne d'extrusion d'aliments pour animaux mise en service en 2017.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 2.3.1 et 8.1.3	Demande d'action corrective	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accidents	Code de l'environnement du 13/03/2026, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'incendie survenu le matin même et qui avait nécessité l'intervention des pompiers n'avait pas eu d'impact sur l'environnement extérieur de l'établissement. Il est demandé à l'exploitant de compléter sa déclaration d'incident par un rapport plus détaillé des causes et mesures correctives.

Lors de l'inspection, il a été constaté que le transfert des matières organiques depuis les silos de stockage des céréales vers l'usine de fabrication d'aliments s'accompagnait d'importantes émissions au sol et dans l'air de poussières. Il est demandé à l'exploitant de remédier à ce constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/03/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a été informée par le service d'incendie et de secours (SDIS) de la Vendée que ce dernier était intervenu dans la nuit du 12 au 13 mars 2026 au sein de l'établissement de la société CAVAC situé à Fougeré pour un échauffement faisant suite à "un échauffement anormal dans un séchoir du site".</p> <p>L'inspection s'est déplacée au sein de l'établissement après avoir pris contact avec l'exploitant. Les éléments recueillis lors de l'inspection sont les suivants :</p> <p>À 0h10 le vendredi 13 mars 2026, l'opérateur situé au pupitre de commande de l'installation d'extrusion qui alimente l'usine de fabrication d'aliments conventionnels pour animaux a constaté sur le synoptique de contrôle un bourrage de l'écluse qui récupère les poussières captées par le filtre cyclone. Ce bourrage a entraîné un arrêt automatique de la ligne (mise en stand-by : il n'y a pas de coupure totale des installations).</p> <p>L'opérateur s'est déplacé pour contrôler visuellement le sécheur de produit situé en amont de ce</p>

filtre. Il a alors constaté, à travers la paroi vitrée, la présence d'un foyer à l'intérieur de ce sécheur (présence de tisons et de flammes). Il a de suite actionné le bouton d'arrêt d'urgence de l'installation, ainsi que le bouton déclenchant la rampe d'inertage du sécheur (injection de vapeur). L'opérateur a alors monté un niveau et constaté la présence de flammes (1 m de hauteur) au niveau du cyclofiltre. L'opérateur est redescendu à la salle de commande et a appelé les services de secours et d'incendie (SDIS).

Avant l'arrivée de ces derniers, une personne d'astreinte est montée au niveau du sécheur et a éteint les tisons en utilisant le robinet d'incendie armé présent à cet étage.

À l'heure arrivée sur le site, les pompiers ont également utilisé les RIA de l'exploitant pour éteindre les flammes présentes dans le circuit d'aspiration d'air du sécheur.

Les matières organiques non contaminées présentes dans le sécheur (farine de soja) ont été transférées dans des caissons métalliques situés sous le sécheur (délestage gravitaire) puis dirigées vers une installation de méthanisation. Les matières souillées (balayures, copeaux métalliques issus des gaines de ventilation et des couvertures isolantes) ont été mises dans des bennes de déchets non dangereux (« déchets industriels banals »).

Il n'y a pas eu utilisation de mousse lors de l'intervention du SDIS qui s'est terminée à 4h30 après contrôle de l'ensemble de la ligne d'aspiration d'air du sécheur par une caméra thermique. Le volume d'eau utilisé pour l'extinction de l'incendie a été confiné sur site.

L'incendie ne s'est pas propagé aux autres locaux ou installations de l'établissement. En particulier, l'usine de fabrication d'aliments pour animaux demeure opérationnelle. Les installations impactées par l'incendie ont été mises à l'arrêt par l'exploitant, le temps que ce dernier mène les actions nécessaires à la détermination de l'origine de l'incendie et à leur remise en état.

Compte tenu de la nature non dangereuse des matières mises en cause, du confinement des eaux d'extinction de l'incendie, de l'absence d'utilisation d'émulseurs et des actions combinées de l'exploitant et des services de secours ayant permis de contenir les conséquences de l'incendie au sein du site, aucune prescription de mesure d'urgence n'apparaît nécessaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a réalisé une déclaration d'incident au moyen du téléservice dédié. L'exploitant complètera cette déclaration par la remise d'un rapport plus détaillé sur les causes de l'incident et les moyens d'éviter un nouvel incident similaire, notamment en se basant sur les enregistrements des capteurs de l'installation.

En particulier, l'inspection a montré que la température de la conduite de rejet du cyclone avait augmenté quelques minutes avant l'alarme de bourrage de son écluse mais qu'il n'y avait pas de seuil d'alarme ou d'asservissement de sécurité associé, et que le synoptique de contrôle était presque entièrement caché par un panneau informant d'un défaut sur l'installation (mais a priori sans rapport avec les causes de cet incident). L'exploitant est donc invité à réfléchir sur des améliorations qui pourraient être apportées à l'ergonomie du pupitre de commandement, aux alarmes nécessaires à la conduite et aux barrières de sécurité pouvant être déclenchées automatiquement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 2.3.1 et 8.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté

Prescription contrôlée :

Article 2.3.1 : « L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, sont mis en place en tant que de besoin.

En particulier, l'exploitant procède au nettoyage des aires imperméabilisées extérieures et en

particulier les zones de chargement et de déchargement des camions et engins de transport des céréales, issues de végétaux et rafles de maïs aussi fréquemment que nécessaire afin de limiter l'entraînement par lessivage de ces produits ou poussières de ces produits par les eaux pluviales vers les réseaux de collecte et éventuellement de prétraitement avant déversement au milieu naturel. »

Article 8.1.3 : « Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. »

Constats :

L'usine de fabrication d'aliments pour animaux dispose de silos de matières premières organiques. Lors de la visite, réalisée dans des conditions pluvieuses, ces silos étaient emplis de matières depuis les silos de céréales du site de manière discontinue (utilisation d'un tracteur agricole et d'une remorque).

L'inspecteur a constaté une quantité importante de matières tombées au sol de l'aire de chargement, ainsi que des poussières s'échappant de cette remorque.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de veiller à la propreté du site et de limiter les envois et rejets de poussières pouvant être entraînées par le réseau d'eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 jours